

Unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 12/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOKA (STE KAOLINIÈRE ARMORICAINE)

Meudon

22120 QUESSOY

Code AIOT : 0005502390

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2022 dans l'établissement SOKA (STE KAOLINIÈRE ARMORICAINE) implanté KERROUET ST GOUENO 22330 LE MENE. L'inspection a été annoncée le 28/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOKA (STE KAOLINIÈRE ARMORICAINE)
- KERROUET ST GOUENO 22330 LE MENE
- Code AIOT : 0005502390
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Carrière à ciel ouvert de kaolin autorisée en date du 26/07/2004.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral en date du 26/07/2004

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	localisation	Arrêté Préfectoral du 26/07/2004, article 1.2.2.	/	Sans objet
6	plan exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/07/2004, article 4.3.1.	/	Sans objet
7	circulation des eaux	Arrêté Préfectoral du 26/07/2004, article 4.5.1.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	production	Arrêté Préfectoral du 26/07/2004, article 1.4.1.	/	Sans objet
3	extraction	Arrêté Préfectoral du 26/07/2004, article 1.4.2.	/	Sans objet
4	panneaux	Arrêté Préfectoral du 26/07/2004, article 2.1.1.	/	Sans objet
5	extraction	Arrêté Préfectoral du 26/07/2004, article 3.2.1.	/	Sans objet
8	auto-surveillance eaux	Arrêté Préfectoral du 26/07/2004, article 4.5.2.	/	Sans objet
9	auto-surveillance bruit	Arrêté Préfectoral du 26/07/2004, article 4.7.3.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence des points de vigilance relatifs à la mise en place de signalisation, de protection de bassins et à la complétude du plan d'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : localisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2004, article 1.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, localisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'autorisation d'extraire des matériaux est accordée sur les terrains correspondants aux parcelles de la section ZN du cadastre de la commune de SAINT-GOUENO n° 37(p), 38(p), 40(p), 47 et 50(p), conformément au plan annexé au présent arrêté. L'ensemble de ces terrains représentant une superficie de 38 396 m2
Constats : Le site est exploité sur les terrains prévus dans l'arrêté d'autorisation. Les limites de périmètre autorisé en bordure du chemin d'exploitation ne disposent pas de signalisation suffisante. L'exploitation doit renforcer la signalisation en limites de périmètre en bordure du chemin d'exploitation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2004, article 1.4.1.
Thème(s) : Risques chroniques, production
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La production maximale sera de 30 000 t de matériaux par an
Constats : L'exploitant indique que la production maximale de matériaux a été de 12 000 tonnes pour l'année 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2004, article 1.4.2.
Thème(s) : Risques chroniques, extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'extraction de matériaux est réalisée lors d'au plus huit campagnes d'une semaine par an dont au plus deux pendant la période d'octobre à mars.
Constats : L'exploitation confirme l'extraction par campagnes, dont une campagne en octobre. Il précise qu'aucune extraction n'a lieu en période hivernale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : panneaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2004, article 2.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, panneaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Le panneau d'identification de l'installation est présent en entrée de site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2004, article 3.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'extraction est réalisée par gradins successifs d'une hauteur n'excédant pas 5 mètres. La distance horizontale entre deux têtes de gradins successives est d'au moins 7,5 mètres.
Constats : Les gradins successifs de 5 mètres ne sont pas visibles dans les fosses d'extraction, les fronts forment des pentes douces jusqu'au fond de fouille. L'exploitant précise que les fronts ne tiennent pas en période hivernale de part la nature du matériau extrait sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : plan exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2004, article 4.3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, plan exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met à jour au moins une fois par an un plan de la carrière et des installations sur fond cadastral sur lequel figurent, notamment : les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire ; les bords de la fouille ; les différents équipements de traitement de matériaux ; les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; le réseau de circulation des eaux ; les zones remises en état ; la position des différents ouvrages et stockages éventuels.
Constats : L'exploitant fournit le plan topographique d'exploitation de 2020. Ce plan n'est pas édité sur fond cadastral, n'indique pas les limites de périmètre autorisé et ne précise pas la cote de fond de fouille. L'exploitant précise qu'un relevé a été réalisé et que le plan d'exploitation sera mis à jour. L'exploitant doit tenir à disposition un plan topographique d'exploitation sur fond cadastral mis à jour annuellement comportant les données prévues à l'article 4.3.1. de son arrêté, notamment les limites de périmètre autorisé et la cote de fond de fouille.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : circulation des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2004, article 4.5.1.
Thème(s) : Risques chroniques, circulation des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les eaux recueillies sur le carreau de la carrière (eaux de pluie et eaux d'exhaure) sont canalisées et dirigées vers au moins un bassin de décantation avant d'être rejetées vers le ruisseau de Froméné. Le bassin de décantation (ou l'ensemble des bassins successifs) a une capacité minimale de 2 500 m³ et est équipé d'un système permettant de bloquer tout rejet en cas de pollution.</p> <p>Constats : L'installation dispose de bassins de décantation avant rejet. Au niveau du dernier bassin, un système permet de bloquer tout rejet en cas de pollution. La protection des petits bassins successifs n'est pas suffisante.</p> <p>L'exploitant doit renforcer la protection des bassins de décantation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : auto-surveillance eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2004, article 4.5.2.
Thème(s) : Risques chroniques, auto-surveillance eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les eaux rejetées respectent les prescriptions suivantes : le pH est compris entre 5,5 et 8,5; la conductivité est inférieure à 400 µS/cm la somme des concentrations en fer et aluminium est inférieure ou égale à 5 mg/L. les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure ou égale à 25 mg/L (norme NF T 90 105);</p> <ul style="list-style-type: none"> la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure ou égale à 125 mg/L (norme NF T 90 101); <p>la concentration en hydrocarbures est inférieure ou égale à 10 mg/L (norme NF T 90 114); la température est inférieure à 30 °C;</p> <ul style="list-style-type: none"> la modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/L. <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p>
Constats : L'exploitant fournit l'auto-surveillance des eaux rejetées, pour l'ensemble des paramètres suivis, les valeurs limites sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : auto-surveillance bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2004, article 4.7.3.
Thème(s) : Risques chroniques, auto-surveillance bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un contrôle du respect de ces valeurs sera réalisé dans l'année suivant la date de la prise de cet arrêté puis tous les trois ans au niveau des habitations les plus exposées.
Constats : L'exploitant fournit le rapport de contrôle de la situation acoustique du 08/04/2022 et la version révisée du 14/06/2022. Les valeurs limites de niveaux sonores et d'émergence sont respectées. Les rapports font apparaître des points de mesures éloignés des ZER et à proximité des axes routiers qui pourraient perturber les conditions de mesures. L'Inspection rappelle que les points de mesures doivent être positionnés au niveau des zones à émergence réglementée (ZER).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet